

Source : <http://www.sciencepresse.qc.ca/blogue/liride/2018/02/28/transition-energetique-envisager-quand-mesures-actuelles-ne-suffisent>

Téléchargement 04 03 2018

Transition énergétique : Qu'envisager quand les mesures actuelles ne suffisent pas ?

[LIRIDE](#)

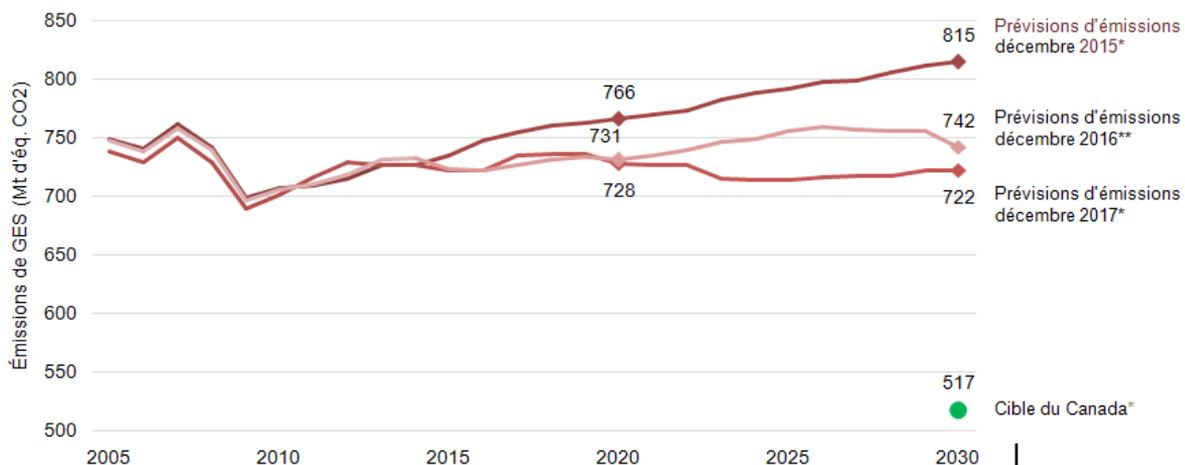
28 02 2018

Notre objectif principal pour lutter contre les changements climatiques est de limiter le réchauffement climatique à 2 °C d'ici 2100. Ceci revient à limiter les émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES) sous le niveau de 1990.

Où en sommes-nous ?

Aux dernières nouvelles, il paraît impossible que le Canada atteigne cet objectif. Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) font ce constat très décevant : avec les mesures actuelles prises par les gouvernements, les industries, et les consommateurs, d'ici 2030, les émissions de GES du Canada atteindraient 722 Mt CO₂ éq. alors que l'objectif devrait idéalement être de 517 Mt d'éq. CO₂ en 2030 (figure ci-dessous).

Figure. Prévisions des émissions intérieures du Canada en 2020 et en 2030 (Mt éq. CO₂)



*Données des [Rapports nationaux du Canada à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#) (ECCC 2017)

** Données du rapport [Sources et puits de gaz à effet de serre](#) (ECCC 2016)

Repenser notre politique énergétique

Si un tel écart existe entre les objectifs et la réalité, il est peut-être nécessaire de remettre en question notre politique énergétique.

Revenons d'abord sur les principes de la politique énergétique actuelle. La réduction des émissions de GES passe à la fois par la modification de l'offre énergétique du pays, et par la modification de la demande. Concernant la modification de l'offre, le gouvernement essaie de mettre en place une production d'énergie propre (développement de parcs éoliens au Québec, fermeture des centrales à charbon dans le reste du Canada). Quant à la modification de la demande, la seule mesure prise en compte aujourd'hui est le développement de nouvelles technologies moins polluantes (chauffages plus performants pour remplacer les chauffages électriques, cogénération) qui permettraient de réduire la demande en énergie.

Deux réflexions viennent à l'esprit devant notre politique énergétique :

- La première, c'est que les mesures graduelles prises chaque année ne répondent pas à l'urgence de la situation. Alors pourquoi ne pas lutter contre les changements climatiques en sortant du modèle de transition graduelle en introduisant des ruptures ?(1)
- La deuxième, c'est que jamais les comportements humains ne sont intégrés dans les politiques du pays.(2)

1) La transition par la rupture

Devant l'urgence de la situation, force est de constater que nos objectifs ne seront pas atteints si nous continuons sur la même lignée. La politique énergétique actuelle n'entraîne pas une transition assez rapide. C'est pourquoi nous cherchons à introduire dans notre projet de recherche le concept de rupture. En réalité, ce concept remonte à 1997, avec la théorie de la disruption. Christensen introduit la disruption comme un changement brutal dans le fonctionnement d'un marché. Appliquée à la transition énergétique, l'idée d'une rupture serait en fait qu'au lieu de suivre une transition linéaire, comme actuellement, un changement radical dans la structure du marché de l'énergie pourrait être envisageable (une sortie complète des énergies fossiles, une rénovation du parc de logements, un changement radical dans le secteur des transports). Face à des changements climatiques aux effets non marginaux, une réponse de même ampleur pourrait être plus que bénéfique.

2) Placer les comportements humains au cœur de la transition

Un [article](#) publié en 2015, démontre que les améliorations technologiques, aussi puissantes soient-elles, ne sont pas suffisantes pour atteindre à elles seules nos objectifs énergétiques. En effet, les technologies ont leurs limites, et dans toutes les grandes transitions, la technologie n'est qu'un agent parmi d'autres. Comme le [résumé](#) très bien le penseur Daniel Kaplan, « Aucune prouesse technologique ne permettra de relever un tel défi. Pour le faire, nous avons besoin également de nouvelles manières de décider, d'agir, de produire, de consommer, d'échanger, de vivre ». *Mais alors pourquoi les comportements ne sont que très peu pris en compte dans nos politiques ? Par mesure de simplicité, il est plus facile de supposer que les consommateurs ont un comportement rationnel, plutôt que d'essayer de quantifier des traits caractéristiques à l'humain. Il est plus simple de modéliser les comportements comme dictés par les coûts les moins chers plutôt que par d'autres paramètres non quantifiables (les habitudes, le confort, la volonté de faire comme son voisin). Et pourtant, les changements dans les comportements pourraient réduire de manière importante la demande énergétique.*

Ceci étant dit, ces deux idées ne sont que des pistes qui permettent de nous rappeler que la transition énergétique telle que nous l'envisageons actuellement n'est pas la seule manière de voir les choses. Et que les grandes transitions, comme celle que nous vivons avec la transition énergétique, ont un caractère civilisationnel, dont nous faisons tous partie. *Pour plus de détails, un projet de recherche en cours au [LIRIDE](#) a pour objectif d'analyser les bénéfices économiques et environnementaux que pourraient apporter des ruptures dans les comportements d'une population.*

- Marianne Pedinotti-Castelle, étudiante au doctorat au LIRIDE à l'Université de Sherbrooke